

4 500 POSTES SERONT SUPPRIMÉS DANS LA FONCTION PUBLIQUE EN 2019



Yann Bohac/SIPA

Le gouvernement prévoit la suppression d'environ 4 500 postes dans la fonction publique d'État en 2019, et le chiffre sera "supérieur à 10 000 en 2020", a annoncé le Premier ministre, Édouard Philippe, dans une interview au *Journal du dimanche* le 26 août.

Une montée en puissance progressive. Les arbitrages pour le prochain budget ont été rendus. Pour atteindre l'objectif de suppression de 50 000 postes dans la fonction publique d'État promis par Emmanuel Macron pendant sa campagne électorale, le gouvernement a décidé de supprimer 4 500 postes l'année prochaine, a annoncé le Premier ministre, Édouard Philippe, dans une interview au *Journal du dimanche* (JDD) publiée le 26 août. Et ce après 1 600 postes supprimés 2018. Il restera encore l'essentiel de l'effort à réaliser, avec 43 900 autres emplois à supprimer sur les trois derniers projets de loi de finances (2020, 2021 et 2022). Tout en sachant que celui de 2022, décidé fin 2021, sera pour partie assumé par l'équipe issue des urnes après la prochaine présidentielle.

Mais le chef du gouvernement prévient : *"En 2020, le chiffre sera supérieur à 10 000."* Interrogé sur la montée en puissance très progressive de ces suppressions de postes, Édouard Philippe explique qu'il *"ne [croit] pas à la politique du rabet"*. *"Notre méthode privilégie une transformation de l'action publique en profondeur et le développement du numérique, des économies à long terme et une amélioration du service public. La réduction du nombre de fonctionnaires n'est pas le fondement mais la conséquence d'une transformation de*

l'action publique qui monte en puissance au fil du temps", justifie-t-il.

Les objectifs seront "tenus"

"Nous avons annoncé des réorganisations au ministère des Finances, dans l'audiovisuel public, dans le réseau extérieur de l'État", rappelle-t-il pour expliquer les suppressions de postes. "Mais il y aura par ailleurs des recrutements : plus de 2 000 agents supplémentaires dans la police, la gendarmerie et à la DGSJ [direction générale de la sécurité intérieure], 1 300 à la justice – parce qu'il s'agit de priorités."

"Pour la fonction publique d'État, nous tiendrons l'objectif du président de la République de supprimer 50 000 postes à l'horizon 2022", assure aussi le Premier ministre. Sur ce point, la Cour des comptes a récemment jugé, dans un rapport, que l'État devrait plutôt supprimer 70 000 postes à l'État – qui compte 2,5 millions d'agents – pour tenir ses objectifs, dans la mesure où il a quand même prévu de créer 20 000 postes dans des secteurs prioritaires. Pendant sa campagne, Emmanuel Macron avait aussi promis la suppression de 70 000 postes dans les collectivités mais cet objectif est plutôt adressé aux élus. L'État n'a pas la main dessus de façon directe, même s'il tente de contraindre les grandes collectivités en leur faisant signer des contrats pour encadrer leurs dépenses.

PAR PIERRE LABERRONDO